



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 17 mars 2021

Affaire suivie par : Carole RABUSSEAU
carole.rabusseau@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.41.33.52.72

Nos réf. : 2021-109_ABEILLE-Mazieres en Mauges_AUTO_RAP_VF.odt
Vos réf. : votre transmission du 15/02/2021

Rapport de l'inspection des installations classées

Autorisation environnementale unique

Phase de décision

Société : L'ABEILLE Commune : Mazières-en-Mauges N° S3IC : 0063.10514	
<u>Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant :</u> 01/08/2018 (version 1) Deuxième version du dossier déposée le 11/06/2019 Troisième version du dossier déposée le 20/04/2020 Éléments complémentaires et modificatifs transmis avant enquête publique le 27/10/2020 et le 01/12/2020 <u>Portée de la demande :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Nouveau projet (établissement nouveau) <input type="checkbox"/> Extension - Modification <input type="checkbox"/> Régularisation <input type="checkbox"/> Prolongation / renouvellement	<u>Situation de l'établissement :</u> <input checked="" type="checkbox"/> En projet <input type="checkbox"/> En fonctionnement
<u>Type de demande et champs réglementaires couverts par la demande :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – article L.181-1-2° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) – article L.181-1-1° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 <input type="checkbox"/> Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) <input type="checkbox"/> Agrément pour le traitement de déchets <input type="checkbox"/> Autorisation de défrichement <input type="checkbox"/> Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des obstacles à la navigation aérienne pour les projets éoliens <input type="checkbox"/> Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (GES) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles (articles L.332-6 et L.332-9) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement (art. L.341-7 et L.341-10) <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration ICPE <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration IOTA <input type="checkbox"/> Dérogation espèces protégées/protection faune et flore (article L.411-2) <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement ICPE	
<u>Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) :</u> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé <u>Priorités d'actions :</u> <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input checked="" type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)	<u>Régime futur de l'établissement :</u> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input checked="" type="checkbox"/> A, et en particulier : <input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <u>Dossier comprenant une :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Étude d'impact <input type="checkbox"/> Étude d'incidence (suite procédure 'cas par cas')

1. Enjeux du projet

Le projet et ses enjeux sont décrits de façon détaillée dans la note de présentation figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant. Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

1.1. Les enjeux principaux du projet

Le projet concerne la création d'un nouveau site de production de boissons rafraîchissantes sans alcool (boissons gazeuses et plates), de jus de fruits, et de prétraitement (pasteurisation, écrémage), stérilisation et conditionnement de lait. Celui-ci a vocation à remplacer le site actuel de la société L'Abeille (fabrication de boissons rafraîchissantes uniquement), situé rue d'Obernai à Cholet, dont la configuration ne permettait pas d'envisager une extension. La société L'Abeille est une filiale du groupe LSDH, spécialisé dans les liquides alimentaires. Le projet vise à multiplier par 3 les capacités de production et par 2 les effectifs (250 collaborateurs à terme) par rapport au site actuel.

Le projet est implanté dans la zone d'activité (ZAC) de l'Appentière sur la commune de Mazières-en-Mauges, sur l'extension de la ZAC qui a fait l'objet d'un permis d'aménager et d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau en 2016 (arrêté préfectoral pris au titre de la Loi sur l'eau le 15 mai 2017).

Outre les locaux de stockages des matières premières et emballages, et les locaux de production (10 lignes de production), l'établissement comportera un magasin de grande hauteur (MGH) pour le stockage des produits finis, d'une surface de 5 889 m² et d'une hauteur au faîtage de 37,2 m à partir du sol du MGH (dont 2,5 m enterrés), selon la dernière configuration présentée en octobre 2020 ¹. Selon la version 3 du dossier, la surface totale des bâtiments sera de 50 512 m², et celles des voiries de 49 140 m² (soit 67 % de surfaces imperméabilisées), sur un terrain d'une superficie de 14,84 ha.

La zone d'implantation présente une sensibilité en termes de biodiversité (cf. paragraphe 3.5 du présent rapport).

Le projet prévoit l'exploitation d'un forage (cf. paragraphe 3.1 du présent rapport).

Les premières habitations sont situées en limite de propriété au sud, sud-ouest, et à l'est du site.

Compte tenu des caractéristiques du projet et du lieu d'implantation, les principaux enjeux du projet concernent :

- l'eau : prélèvement dans les souterraines, consommation, rejets ;
- la biodiversité et les zones humides ;
- les aspects paysagers ;
- les nuisances, notamment trafic, bruit ;
- les risques accidentels : incendie (effets thermiques et toxiques des fumées) et gestion des eaux d'extinction.

Ces points sont développés spécifiquement dans les paragraphes 3 et 4 du présent rapport.

1.2. La compatibilité aux documents d'urbanisme

Les zones concernées par le projet sont classées dans le plan local d'urbanisme de la commune de Mazières-en-Mauges (PLU approuvé en 2008, modifié en 2016 puis en 2019) en zones :

- 1AUY dédiée aux « sites à caractère naturel destinés à être ouverts à l'urbanisation à court et moyen termes ... destinée aux activités industrielles, artisanales, commerciales, et de services » (permis d'aménager en 2017) ;
- Uy « à vocation économique, ... destinée à l'implantation d'activités industrielles, artisanales, commerciales, et de services ».

Le dossier justifie de la compatibilité du projet avec le règlement du PLU pour les zones concernées.

Le PLU a fait l'objet d'une modification, approuvée en avril 2019 après enquête publique, portant notamment sur la modification de l'Orient d'Aménagement et de programmation (OAP) relative à l'extension de la zone de l'Appentière. La modification avait pour objectif de favoriser l'implantation d'entreprises de grande taille sur cette zone, en permettant le déplacement de certains arbres, initialement identifiés comme à préserver (cf. paragraphe 3.5 du présent rapport). Après cette modification, le projet de l'ABEILLE est compatible avec l'OAP.

Le projet a fait l'objet d'un dépôt de permis de construire parallèlement à la demande d'autorisation environnementale.

1.3. Les droits fonciers

Les parcelles d'implantation du projet sont actuellement la propriété de l'Agglomération du choletais (AdC). Une vente de ces parcelles à l'exploitant est prévue (délibération de l'AdC pour la vente des parcelles à l'Abeille et projet de promesse de vente fournis dans le dossier). Le dossier comporte également une attestation du Président de l'AdC qui donne autorisation à la société L'Abeille de déposer un permis de construire dans l'attente du transfert officiel de propriété. La parcelle située au sud du site, sur laquelle est implantée une maison, a par

¹ Les dimensions du MGH (initialement 5960 m² et 47,4 m de hauteur au faîtage dont 4,4 m enterrés) ont été revues à la baisse avant l'enquête publique et suite à l'avis de l'Autorité environnementale. Les dimensions indiquées ici sont celles de la configuration définitive.

ailleurs été rachetée par l'AdC en mai 2019, et son rachat par l'Abeille est prévue à court terme (courrier de l'AdC fourni en ce sens). Cette parcelle n'est toutefois pas à ce stade intégrée dans le périmètre ICPE du site.

2. Classement des installations

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.181-1 du code de l'environnement, du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7, du régime de la déclaration prévu à l'article L.512-8 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régi-me*	Rayon d'affichage
1510-2.b)	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	<ul style="list-style-type: none"> • cuverie-local crème (39 cuves)/siroperie-préparation/stockage sucre (zone 08) (4 233 m²) : 54205 m³ • stockage matières premières à température régulée (froid positif et négatif) + stockage emballages + stockage ingrédients /emballages/préformes PET + quai sud (zone 07) (5 913 m²) : 73 263 m³ • local arômes inflammables et/ou dangereux (zone 11) (1041 m²) : 13 541 m³ • zone « buffer » palettes bois (zone 12) (556 m²) : 3 982 m³ • magasin de grande hauteur (zone 01) (5 894 m²) : 219 333 m³ • quais MGH+zone hôpital (zone 02) (5 019 m²) : 65 258 m³ • local stockage produits chimiques sud (zone 15) (113 m²) : 771 m³ ; • local déchets sud (zone 16) (224 m²) : 1 408 m³ <p>Volume total des entrepôts couverts : 431 761 m³ (nota 1)</p>	E (nota 1)	- (1 km avec le régime A avant le 01/01/21) (nota 1)
3642-2.a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus: 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	8 lignes de production de boissons, jus et sirops 1680 m³/j soit 1910 t/j en capacité maximale	A	3 km
3643	Traitement et transformation du lait exclusivement, la quantité de lait reçue étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle)	2 lignes de production dédiée au lait (briques et PET) 450 m³/j soit 465 t/j en capacité maximale	A	3 km
2661-1-b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	Six souffleuses des préformes PET pour la fabrication de bouteilles en PET, implantées sur les lignes de conditionnement : 48 tonnes/jour	E	-
1532-3	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égale à 20 000 m ³	Stockage extérieur de palettes en bois : 2 530 m³ (nota 1)	D	-

Rubrique ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*	Rayon d'affichage
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, [...], si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2 chaudières de 9,9 MW chacune fonctionnant au gaz naturel Total : 19,8 MW Groupes moto-pompes 2x391 kW + 172 kW pour les installations de sprinklage, fonctionnant au fioul (non raccordables à une cheminée commune) Total : 954 kW	DC	-
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	2 tours de refroidissement de type hybride 2 940 kW	DC	-
2925.1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW <i>⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</i>	> 50 kW	D	-
4130-2-a)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public <i>(nota 2)</i>	A <i>(nota 2)</i>	1
4422-2	Peroxydes organiques type E ou type F La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D	-
4441-2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D	-
47XX	Rubrique nommément désignée	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	DC	-

*Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement)

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées en annexe « Informations sensibles - Non communicable au public » du présent arrêté.

(nota 1) Les données de classement sous la rubrique 1510 tiennent compte du dernier dimensionnement du MGH (dossier modificatif d'octobre 2020). En outre, le classement présenté dans le présent rapport, différent de celui du dossier mis à l'enquête, tient compte du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 ayant modifié la nomenclature des installations classées et en particulier les rubriques relatives aux stockages de matières combustibles (avec entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021) : tous les stockages couverts de matières combustibles du site, y compris stockage de bois, matières plastiques et locaux frigorifiques, sont désormais classés sous la rubrique 1510, sous le régime de l'enregistrement compte tenu du volume total de stockage. Les stockages extérieurs non couverts restent classés sous les rubriques 1532 (bois) et 2663 (plastiques). (voir paragraphe 7.1 du présent rapport).

(nota 2) Un stockage de produit chimique est nouvellement classé sous la rubrique 4130 suite à la publication d'une nouvelle classification harmonisée pour la substance considérée (ces installations bénéficient de l'antériorité dans la mesure où le dossier AEU a été déposé antérieurement à cette nouvelle classification). (voir paragraphe 7.1 du présent rapport).

Compte tenu de la capacité de production de produits alimentaires (boissons gazeuses et plates, jus de fruits, sirops, lait) à partir de matières d'origine végétale et animale, le site sera visé par la **directive relative aux émissions industrielles (IED)**. Les rubriques 3642 et 3643 sont applicables au site. La rubrique principale est la rubrique 3642. Le document BREF relatif aux meilleures techniques disponibles applicables est le BREF FDM « industries agroalimentaires et laitières » (révisé en décembre 2019). Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaires et laitières, publiées au JOUE le 04 décembre 2019, sont applicables, ainsi que l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD dans son dossier.

Les installations projetées relèvent du régime de la déclaration prévu à l'article L.214-3 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime *
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	- forage F1 (151 m) pour prélèvement en eau souterraine - 4 piézomètres (environ 10 m) pour le suivi quantitatif et qualitatif de la nappe	D
1.1.2.0 - 2°	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an	Exploitation du forage F1 75 500 m³/an 500 m³/j (25 m³/h 20h/24) sur 151 j/an - période du 1 ^{er} novembre au 31 mars	D
2.1.5.0 - 2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	14,84 ha de surface totale , dont : - surfaces bâties 50 512 m², - surfaces de voiries 49 140 m² (soit au maximum 67,15 % de surfaces imperméabilisées)	D

*Régime : D (déclaration)

3. Prévention des risques chroniques et des nuisances

3.1. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Ressources sollicitées

Le site sera alimenté en eau par :

- le réseau d'alimentation en eau potable (captages en eaux souterraines de Montjean-sur-Loire) ;
- 1 forage de 151 m de profondeur.

Le forage exploite un aquifère de type socle, fissuré. La masse d'eau se situe sur le territoire du SAGE Evre-Thau-Saint-Denis. Le bassin Evre-Thau concerné est visé par la disposition 7B-3 du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 qui plafonne, à leurs niveaux actuels, les prélèvements à l'étiage (hors ceux destinés à l'alimentation en eau potable ou à la sécurité civile). Sont concernés les prélèvements dans les cours d'eau et leurs annexes, dans les sources et les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau ou des zones humides.

Initialement (version 1-août 2018 du dossier), le projet prévoyait de prélever 220 000 m³/an. Les premiers essais de pompage réalisés en 2018 ont permis de vérifier le potentiel quantitatif et qualitatif du forage, mais n'ont pas permis de déterminer l'incidence des prélèvements sur la ressource superficielle et donc la compatibilité avec le SDAGE. Une demande de compléments a donc été formulée.

Dans un deuxième temps (version 2-juin 2019 du dossier), le volume de prélèvement a été réévalué à 185 000 m³/an (soit 25 m³/h, 20h/24, avec prélèvement sur 365 jours). Un essai de pompage d'un mois a été réalisé en période de hautes eaux en avril 2019, pour étudier l'incidence de ce prélèvement sur les eaux de surface, avec suivi d'un réseau de 7 piézomètres implantés à proximité des points d'eaux superficielles identifiés (protocole établi en concertation avec les services du BRGM saisis à la demande de la DDT). Le bureau d'études a conclu de cet essai que la nappe captée semblait déconnectée des circulations superficielles. Le BRGM, consulté pour avis par la DDT, a en revanche conclu que la nappe captée était une nappe libre en connexion avec les cours d'eau. Le prélèvement sollicité apparaissait ainsi non compatible avec la disposition 7B-3 du SDAGE, avec pour conséquence un avis défavorable de la DDT en date du 26/07/2019 sur la version 2 du dossier.

La société L'Abeille a toutefois souhaité réaliser un nouvel essai de pompage en période de basses eaux pour vérifier ces conclusions. Un nouvel essai de pompage a été réalisé en octobre 2019, avec suivi de nouveaux points représentatifs (puits peu profond d'un voisin ayant fait part de l'assèchement de son puits suite à l'essai précédent, 2 nouveaux piézomètres moins profonds, et mares voisines). L'essai (résultats présentés dans la version 3-avril 2020 du dossier) n'a pas permis de démontrer l'absence d'interaction entre la nappe captée et les eaux de surface.

En conséquence, la société L'Abeille a revu son projet. Le prélèvement en eaux souterraines n'est finalement sollicité que sur la période hors étiage (période du 1^{er} novembre au 31 mars, telle que définie par le SDAGE) pour un volume de **75 500 m³/an**, et est ainsi compatible avec la disposition 7B-3 du SDAGE. Sur cette période hors étiage, l'alimentation en eau du site sera complétée par le réseau public. En période d'étiage, les besoins en eau du site seront assurés exclusivement par le réseau public. Cette alimentation via le réseau public ne nécessite pas de nouvelle autorisation de prélèvement AEP.

Le dossier conclut à une incidence faible du prélèvement sur le fonctionnement des milieux aquatiques. Le SAGE Evre-Thau-St Denis indique néanmoins, dans son avis du 15 mai 2020, que le projet se situe sur la tête de bassin versant du ruisseau de l'étang des noues, qui présente une vulnérabilité forte d'un point de vue quantitatif et qualitatif. A ce titre, le SAGE s'interroge sur les conséquences du prélèvement hivernal sur les capacités de recharge de la nappe et sur les fonctionnalités des milieux aquatiques en tête de bassins versants, et indique être

favorable à la poursuite du suivi du fonctionnement de la nappe, initié pour l'élaboration du dossier. Cette observation est également formulée par la MRAE.

Le dossier prévoit la mise en place au droit du site d'un réseau de 4 piézomètres de contrôle d'au moins 10 m de profondeur, pour suivre à la fois l'incidence de l'exploitation du forage sur la nappe captée (suivi du niveau piézométrique par sonde autonome) et l'incidence de l'activité du site (suivi de la qualité des eaux souterraines, cette surveillance étant imposée du fait du statut IED).

S'agissant de l'impact du prélèvement sur le puits d'un voisin (eau servant à l'abreuvement de chevaux), le pétitionnaire a proposé dans son dossier la mise en place, en compensation, d'un réseau d'eau potable jusqu'au terrain du voisin, et un dédommagement financier. L'Abeille précise que si le puits du voisin devait être définitivement abandonné en vue d'assurer la protection de la ressource en eau, le comblement du puits serait assuré au frais de l'Abeille, le réseau AEP serait complété jusqu'aux abreuvoirs et le dédommagement financier plus important. Le voisin a donné son accord mais a toutefois fait savoir qu'il n'était pas favorable au comblement de son puits.

Niveaux de consommation et économies d'eau

L'eau à usage industriel est utilisée :

- pour le nettoyage des locaux et équipements : environ 350 287 m³/an ;
 - pour la production, directement incorporée dans les produits : environ 240 118 m³/an ;
 - pour les utilités (notamment tours aéroréfrigérantes, chaudière vapeur ...) : 83 688 m³/an ;
- La consommation annuelle totale est ainsi estimée à environ 674 073 m³ dont 75 500 m³ issus du forage.

Les dispositifs d'alimentation en eau sont munis de compteurs et de disconnecteurs.

Le site met en œuvre des mesures destinées à réduire la consommation en eau, ainsi que la production d'eaux usées (et la charge organique de ces eaux), répondant notamment aux meilleures techniques disponibles décrites dans le BREF « industries agroalimentaires et laitières » :

- système de nettoyage en place (NEP) pour le lavage de tous les équipements de production ;
- eaux du dernier rinçage récupérées pour servir de premières eaux de rinçage dans les NEP ;
- automatisation des procédés et pilotage des vannes des réseaux, présence de conductimètres pour identifier les phases produits/eau dans les canalisations ;
- nettoyage des sols au canon à mousse pour limiter l'utilisation d'eau dans les solutions de nettoyage ;
- process mettant en œuvre les liquides et tanks munis de dispositifs anti-débordement ;
- remplisseuses adaptées pour l'ajustement en temps réel de la composition du produit, afin d'éviter les pertes et réduire la pollution de l'eau ...

Les installations respecteront ainsi les niveaux indicatifs de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux (indicateur exprimé en m³ d'eau rejetée/hl de boisson produit ou t de lait traitée), mentionnés dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables.

En complément, en période de sécheresse, les lavages des camions et sols pourront être limités. En revanche, les process de nettoyage des lignes de production sont déjà optimisés et ne peuvent être réduits davantage pour des raisons sanitaires. Compte tenu de l'activité (eau strictement nécessaire à l'activité du fait de l'intégration de l'eau dans les produits, nettoyages indispensables compte tenu des contraintes sanitaires, nécessité de process courts entre la collecte et le conditionnement du lait, transfert ponctuel dans d'autres usines peu réalisable (contrainte de distance pour le lait, taux de charge des autres usines, format de produit différents)...), des restrictions d'usage de l'eau plus importantes conduiraient nécessairement à l'arrêt de tout ou partie de la production, préjudiciable économiquement.

Rejets des eaux résiduelles industrielles

Les eaux usées industrielles (EUI) (principalement eaux issues des opérations de nettoyages) sont pré-traitées sur le site par une station biologique de type boues activées, puis rejetées vers la station d'épuration urbaine (STEU) des Cinq Ponts de l'Agglomération du choletais (autorisation de déversement du 17/06/2019 fournie). L'installation de pré-traitement a été dimensionnée en tenant compte de la concentration des EUI brutes à traiter et en considérant une marge de sécurité de 10 % pour les flux. Les valeurs limites de rejets à atteindre (fixées dans l'autorisation de déversement) sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Base de dimensionnement EUI brutes à traiter sur site		Normes de rejets EUI pré-traitées vers la STEU (selon autorisation déversement)	Fréquence d'autosurveillance
				Proposition exploitant
Débit	960 m³/j		960 m³/j – 40 m³/h	En continu
	Concentration	Flux (majorés de 10%)	Concentration	
DBO5	349 mg/l	369 kg/j	800 mg/l	mensuelle
DCO	3245 mg/l	3427 kg/j	2000 mg/l	journalière
MES	283 mg/l	299 kg/j	600 mg/l	hebdomadaire
NGL	NC	NC	150 mg/l	Mensuelle *
Pt	NC	NC	50 mg/l	Mensuelle *

** Les flux maximaux rejetés ne sont pas précisés dans le dossier. Une fréquence de surveillance mensuelle de ces paramètres ne peut être admise que si les flux autorisés en azote global et en phosphore total sont inférieurs à 50 kg/j et 15 kg/j respectivement. Dans le cas contraire, une surveillance hebdomadaire de ces paramètres doit être respectée, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.*

Une surveillance des substances dangereuses susceptibles d'être présentes dans les rejets (cyanures, cuivre, aluminium, fer, AOX) est également prévue, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié. A cette surveillance, il conviendra d'ajouter le zinc (suivi pour le site actuel).

L'exploitant ne propose pas de surveillance des chlorures considérant que le flux rejeté sera limité (inférieur à 100 g/j). Or, selon les données fournies pour le rejet du site existant, le flux en chlorures serait de 35 kg/j pour un débit de 219 m³/j. L'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), prévoit une surveillance mensuelle des chlorures lorsque cette substance est pertinente. Cette surveillance devra être mise en œuvre.

Les boues extraites de l'installation de pré-traitement des EUI sont déshydratées sur une table d'égouttage et stockées dans une bache à boues. Les boues sont revalorisées dans le méthaniseur de la STEP des Cinq Ponts de Cholet.

Les eaux pluviales des zones susceptibles d'être polluées (voiries, quais poids lourds) sont traitées par un séparateur hydrocarbures puis rejetées avec les autres eaux pluviales (toitures) dans un bassin d'orage collectif de 5700 m³, qui assure la régulation des eaux pluviales de l'ensemble de la zone d'activité de l'Appentière (partie existante et extension). Le bassin de régulation des eaux pluviales a été dimensionné dans l'étude d'impact réalisée en 2016 pour l'extension de la ZAC, en tenant compte d'un coefficient de ruissellement de 0,7 (respecté pour le périmètre du projet), et d'un débit de fuite de 3 l/s/ha conforme aux dispositions du SDAGE.

3.2. Prévention de la pollution des sols

L'établissement mettra en œuvre des moyens de prévention et protection du risque de pollution des sols, notamment :

- produits dangereux stockés sur des rétentions dimensionnées selon la réglementation applicable ;
- dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie (voir paragraphe 4) ;
- zone de dépotage disposant d'une rétention enterrée déportée, également raccordée au local de stockage des arômes inflammables.

Les installations du site sont visées par la directive IED. A ce titre, un rapport de base a été réalisé. 7 prélèvements de sols ont été réalisés sur le site, au droit des futures zones cuverie et local sprinkler, et au droit d'une ancienne ferme qui était présente au nord du site. Ces sondages n'ont révélé aucun indice de pollution significative dans les sols.

S'agissant des eaux souterraines, des analyses ont été réalisées dans les eaux souterraines en période de hautes et basses eaux (prélèvement dans le forage F1). A l'exception des concentrations en Fer et Manganèse qui sont supérieures aux valeurs de référence de qualité des eaux destinées à la consommation humaine (arrêté du 11 janvier 2007), les concentrations sont inférieures aux limites et références de l'arrêté du 11 janvier 2007 et aucune substance dangereuse (hydrocarbures, HAP, CPHV, pesticides, ...) n'est détectée. Le rapport de base conclut qu'aucune investigation complémentaire n'apparaît nécessaire.

3.3. Prévention des nuisances

Bruit

Les locaux techniques et les installations techniques extérieures (tour aéroréfrigérante, station de traitement des eaux) sont des sources potentielles de bruit.

Des mesures spécifiques en vue d'atténuer les émissions seront mises en place :

- silencieux à baffles sur les ouvertures prévues des locaux techniques de production d'énergie et de la station d'épuration ;
- écrans acoustiques de type gabions de 3,80 m de haut en limites de propriété sud-ouest, sud et sud-est proches des zones à émergence réglementée.

Sur la base des mesures initiales réalisées dans l'environnement et de la modélisation des niveaux de bruit que généreront les futures installations du site, prenant en compte les mesures de limitation du bruit, l'exploitant conclut que les niveaux d'émergence limites dans les zones réglementées seront respectés notamment au niveau des maisons les plus proches du site.

L'exploitant indique que les niveaux de bruit en limite de propriété respecteront les valeurs limites de 70 et 60 dB(A) de jour et de nuit respectivement. Il ressort toutefois de l'étude acoustique que pour garantir le respect des émergences limites, les niveaux sonores ambiants en limites de propriété sud, sud-est et sud-ouest, devront être situés entre 50 et 53 dB(A) de jour et entre 47 et 52 dB(A) de nuit.

Des mesures devront être réalisées après la mise en service pour le confirmer.

Notons également que l'Abeille a prévu de racheter l'habitation la plus proche située au sud du site.

Trafic

L'accès au site est prévu par la RD158 (au nord du site) qui supporte aujourd'hui un trafic de 3246 véhicules par jour dont 5,17 % de poids lourds, soit 168 poids lourds. Le trafic lié à l'exploitation de l'usine est estimé à 328 poids lourds par jour, ce qui fera passer le trafic journalier sur la RD 158 à 496 poids lourds, soit environ 12,1 % du trafic futur total estimé à 4114 véhicules/jour. Au global (trafic VL + PL), l'augmentation de trafic sur la RD158 est estimée à 26 %.

En réponse aux compléments demandés par la DDT sur la version 1 du dossier, le pétitionnaire a précisé que 10 % des camions mutualisent aujourd'hui leurs flux entre les sites de Michelin et le site existant de l'Abeille. Cette mutualisation a vocation à s'amplifier avec le nouveau site. En outre, l'exploitant informera ses prestataires de transport de la nécessité d'emprunter un itinéraire via la zone d'activité de l'Ecuyère, avec interdiction de traverser les bourgs de Mazières-en-Mauges et de Toutlemonde.

Un giratoire a été aménagé sur la RD158 au niveau de l'entrée principale du site pour en sécuriser l'accès.

3.4. Évaluation des risques sanitaires (ERS)

S'agissant d'un site IED, l'évaluation de l'impact sur la santé des populations doit être réalisée de manière quantitative. L'évaluation présentée recense les différentes émissions générées ou susceptibles d'être générées par les installations : substances chimiques, agents physiques (bruit) et agents biologiques, ainsi que les voies de transfert. Les seules émissions retenues sont celles liées au trafic routier et au bruit (cf. ci-dessus). Il est conclu que le site n'aura pas d'impact significatif sur la santé humaine en fonctionnement normal.

3.5. Impact sur la biodiversité et les zones humides

Les zones Natura 2000 les plus proches sont situées à 24 km au sud-est et 30 km au nord du site respectivement (« Vallée de l'Argenton » et « Vallée de la Loire aux Ponts-de-Cé et ses annexes »). Au vu de l'éloignement et des mesures prises sur le site, l'étude d'impact conclut à l'absence d'impact sur les zones Natura 2000.

Une ZNIEFF de type II « Massif forestier de Nuaillé-Chanteloup », présentant notamment un intérêt faunistique (avifaune, cervidé), est situé à environ 200 m au nord du site. La forêt de Nuaillé-Chanteloup est considérée comme un enjeu majeur pour la continuité écologique dans les Mauges et le Choletais.

L'état initial du site repose sur les informations présentées dans l'étude d'impact réalisée en 2016 dans le cadre de l'extension de la ZAC. Le site d'implantation se caractérise par :

- la présence d'une zone humide qui s'étend sur 2,9 ha à l'est du site ;
- la présence de haies de qualité (notamment à l'ouest), sensibles car elles hébergent des insectes xylophages et de nombreuses espèces d'oiseaux protégés pendant leur phase de reproduction ;
- la présence d'un complexe bocager de qualité considéré comme corridor écologique, entre la forêt de Nuaillé au nord et la vallée de la Moine au sud (cependant marqué par quelques points de discontinuité de routes et secteurs bâtis). La fonctionnalité de ce corridor est représentée par la haie de haut jet à l'ouest du site, qui doit être conservée selon l'OAP du PLU ;
- la présence de 5 chênes remarquables hébergeant une espèce protégée (Grand Capricorne), identifié comme « à préserver » dans l'OAP du PLU avant sa modification en avril 2019. Un 6^e chêne hébergeant le grand Capricorne a été identifié sur le site par un écologue en octobre 2018 ;
- la présence de l'Orchis à fleurs lâches, identifiée à proximité de l'ancienne station d'épuration de la zone, classée vulnérable en liste rouge des orchidées de France métropolitaine (2009) (et en préoccupation mineure en liste rouge européenne de l'UICN-2014).

Au vu de l'implantation prévue pour les bâtiments et les infrastructures, le projet conduira à la destruction de haies transversales et au déplacement de 4 des 6 arbres remarquables abritant le Grand Capricorne. Dans la première version du dossier d'août 2018, le déplacement des fûts d'arbres abritant le Grand Capricorne était prévu sur un secteur à boiser (jeunes arbres). Cette mesure non pertinente (de jeunes arbres ne pouvant constituer un environnement favorable à l'espèce) a fait l'objet d'un avis défavorable de la DDT. Le déplacement des arbres a donc fait l'objet d'une étude spécifique par un écologue en octobre 2018, fournie dans la version 2 du dossier. L'étude a permis d'identifier les stations d'accueil favorables aux arbres hôtes. Le site de réception retenu est situé dans la haie ouest existante, dans sa partie la plus au nord, en dehors du site et en bordure d'une zone humide préservée. Un protocole de réimplantation des arbres, ainsi que les mesures de suivi, ont été définis. Ces dispositions ont reçu un avis favorable de la DDT (avis du 26/07/2019).

La haie en limite de propriété sud sera conservée ainsi qu'une partie de la haie située à l'ouest, et la partie orientale de la haie hébergeant les 2 arbres conservés à l'est du site. La partie de la haie ouest retirée pour l'aménagement du site sera replantée, selon les préconisations de l'écologue.

La destruction partielle de la zone humide a déjà été traitée dans le cadre de l'étude d'impact réalisée en 2016 pour l'extension de la ZAC. La partie est de la zone humide sera préservée (1 ha non impacté) conformément aux engagements pris par l'AdC (actuel propriétaire des terrains) dans le dossier d'extension de la ZAC. La destruction des 1,9 ha de zone humide a été autorisée et encadrée par l'arrêté Loi sur l'eau du 15 mai 2017 délivré à l'AdC, arrêté qui a fixé des mesures compensatoires et des mesures de suivi.

L'exploitant va acquérir les terrains où se situe la zone humide préservée. En accord avec l'AdC (dispositions mentionnées dans la promesse de vente), il est prévu que l'exploitant assure l'entretien de la zone humide tel que prescrit dans l'arrêté Loi sur l'eau du 15 mai 2017. Le programme de suivi des mesures compensatoires prescrit dans l'arrêté Loi sur l'eau (notamment suivi floristique et faunistique de la zone humide conservée) restera en revanche à la charge de la collectivité.

3.6. Impact sur les paysages

Selon l'étude d'impact réalisée en 2016 pour l'extension de la ZAC, le paysage de la zone présente un caractère semi-ouvert agricole, bordé au sud et à l'est par la zone industrielle existante. Les premières habitations se situent en limite de propriété sud et est.

Le projet se situe en dehors de tout périmètre protégé au titre du code du patrimoine. Néanmoins, un avis défavorable, avec demande de compléments de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) avait été émis sur la première version du dossier, au vu des dimensions du MGH dont la hauteur à l'acrotère depuis le niveau du sol était initialement de 44 m (dimension monumentale du MGH, visible depuis plusieurs sites protégés au titre des Monuments Historiques, projet rompant avec le contexte environnant existant, absence d'insertion visuelle du projet dans l'environnement).

Le dossier a été complété dans sa deuxième version, avec notamment des insertions paysagères et la description des aménagements prévus. Un traitement particulier sera apporté au MGH, avec en hauteur, l'alternance de bardage plan en ton gris et de bardage plié en inox, visant à diminuer l'impact de la hauteur. L'UDAP n'a pas formulé d'avis sur la 2^e version du dossier.

En outre, les dimensions du MGH ont été revues à la baisse avant l'enquête publique, suite notamment à l'avis de l'autorité environnementale qui recommandait de développer davantage le contexte paysager. La hauteur à l'acrotère depuis le niveau du sol est désormais de 34,8 m (environ 10 m de moins que le projet initial).

3.7. Les conditions de remise en état

En application de l'article D.181-15-2, 11° du Code de l'environnement, l'exploitant a sollicité l'avis du Président de l'Agglomération du choletais (AdC), également propriétaire actuel des terrains, sur l'usage futur prévu en proposant un usage compatible avec le PLU de la commune de Mazières-en-Mauges (activité économique et plus particulièrement industrielle). L'AdC a émis un avis favorable par courrier du 08/08/2018.

4. Prévention des risques accidentels

4.1. Description des installations et caractérisation de l'environnement

Selon les informations du dossier, les principales installations à l'origine de risques accidentels sont les installations de stockage de matières combustibles, ainsi que les stockages ou installations utilisant des produits chimiques. L'environnement du site est constitué d'une zone d'activité (à l'est et au sud) et de zones agricoles au nord et à l'ouest. Les premières habitations sont situées en limite de propriété à l'est, au sud-ouest et au sud.

4.2. Identification, caractérisation et réduction des potentiels de dangers

L'identification des potentiels de dangers réalisée par l'exploitant est basée sur l'accidentologie, la dangerosité des produits, les quantités présentes et les conditions d'exploitation.

Les principaux potentiels de dangers liés aux produits identifiés par l'exploitant sont :

- les stockages de matières combustibles présentant des risques d'incendie : stockage des matières premières et emballages, MGH pour les produits finis, stockage extérieur de palettes et de déchets carton/plastique ;
- les stockages/l'utilisation de produits chimiques dangereux (nettoyage des installations, maintenance, traitement des eaux usées ...) et le stockage de matières premières inflammables : produits toxiques pour l'environnement, pour la santé, comburants, inflammables ;
- le stockage de sucre stocké en silos, et la zone de pesée des poudres dans la siroperie, présentant un risque d'explosion de poussières.

Les principaux potentiels de dangers liés aux équipements, installations, activités et utilités sont :

- les locaux techniques présentant des risques incendie (TGBT, chaufferie, froid, ...) ;
- les installations de combustion fonctionnant au gaz de ville, présentant des risques d'explosion.

L'exploitant a étudié la réduction de ces potentiels dans l'étude de dangers, ce qui a permis d'identifier les mesures suivantes :

- stockage des produits chimiques dans des locaux dédiés selon leur compatibilité et avec rétentions adaptées, ou en vrac dans des cuves équipées de rétentions adaptées ;
- produits chimiques dosés et injectés à l'aide de pompes doseuses commandées (limitation des manipulations) ;
- dispositions constructives permettant de limiter les effets des phénomènes dangereux.

Les principaux phénomènes dangereux associés aux potentiels de dangers du site et les effets associés, sont donc les suivants :

- incendie des stockages de matières combustibles, conduisant à des effets thermiques, ainsi qu'à des effets toxiques en raison des fumées liées à l'incendie ;
- la pollution accidentelle du milieu naturel susceptible de se produire en cas de déversement accidentel de produits chimiques (au niveau des différents stockages de produits, lors des opérations de dépotage) ou en cas d'incendie (eaux d'extinction incendie) ;
- l'explosion au niveau des installations de combustion (gaz de ville), installations de stockage et utilisation du sucre (explosion de poussières), conduisant à des effets de surpression.

4.3. Accidentologie interne et externe au site

Le retour d'expérience des accidents passés présenté dans l'étude de dangers montre, au regard de l'accidentologie externe pour des activités similaires (fabrication de boissons, transformation du lait), que les risques principaux sont le déversement accidentel et l'incendie.

4.4. Évaluation préliminaire et étude détaillée des risques

L'évaluation préliminaire des risques puis l'étude détaillée réalisées dans l'étude de dangers conduisent l'exploitant à identifier 31 scénarios d'accidents possibles. Il a procédé à une étude détaillée des risques pour les scénarios suivants :

- incendie du MGH : modélisation des flux thermiques générés par l'incendie, et étude des effets toxiques des fumées de combustion ;
- incendie des différents locaux de stockage amont (matières premières à température régulée, cellule liquides inflammables, stockages emballages/matières premiers+emballages/ préformes PET) et stockage aval (stockage de palettes de produits finis dite zone « hôpital » qui jouxte le MGH, stockage de palettes bois dans le local « buffer ») : modélisation des flux thermiques générés par l'incendie de chaque stockage ;
- incendies des stockages extérieurs de palettes bois d'une part, de déchets de balles plastique/carton d'autre part : modélisation des flux thermiques.

Les modélisations de flux thermiques ont été réalisées avec l'outil FLUMILOG, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions constructives prévues.

Cas particulier du magasin de grande hauteur

L'arrêté ministériel (AM) du 11 avril 2017 applicable aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, prévoit que la hauteur des cellules peut dépasser 23 m, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la surface doit être inférieure à 6000 m² → la surface du MGH sera de 5 888 m² ;
- le système d'extinction automatique d'incendie doit permettre à lui seul l'extinction de l'incendie, doit être conçu à cet effet, et doit être muni d'un pompage redondant → le système de sprinklage sera bien muni d'un pompage redondant. En revanche, l'exploitant indique qu'il n'est pas techniquement possible d'avoir l'assurance que le système d'extinction automatique permettra à lui seul l'extinction de l'incendie. Une demande de dérogation est donc formulée sur ce point. En mesures compensatoires, il est prévu la mise en place d'une nappe de têtes de sprinklage tous les 2 niveaux de stockage. En outre, des essais de caractérisation de la combustion des différentes palettes qui seront stockées dans le MGH ont été réalisés. Il en ressort que 76 % des palettes stockées sont incombustibles ;
- l'exploitant doit attester que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur, et une étude de ruine doit être réalisée avant la mise en service de l'installation → l'étude de ruine complète a été fournie le 01/12/2020 au début de l'enquête publique (voir conclusion ci-dessous) ;
- l'exploitant doit s'engager, dans son dossier, à maintenir un niveau de sécurité équivalent à un entrepôt de moins de 23 m de haut, et doit fournir une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes → cette étude s'imposait à double titre, entrepôt de plus de 23 m de haut (initialement 47,4 m) et demande de dérogation formulée par l'exploitant concernant la stabilité de l'ouvrage. En effet, le MGH ne respectera pas la stabilité au feu R60 prescrite dans l'AM du 11/04/2017 pour les entrepôts de plus de 13,5 m de haut. L'exploitant a sollicité une dérogation sur ce point, en indiquant dans un premier temps que la stabilité serait R15 (versions 1 et 2 du dossier), puis en indiquant (version 3 du dossier) que le MGH ne disposerait d'aucune stabilité (stabilité R15 non atteignable pour des raisons techniques). Malgré les demandes de compléments formulées sur les versions 1 et 2 du dossier, la version 3 du dossier d'avril 2020 n'apportait toujours aucun élément concret justifiant de la compatibilité de la cinétique d'incendie du MGH avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours, s'agissant du critère de stabilité de la structure. Il a donc été exigé que le pétitionnaire fournisse préalablement à l'enquête publique les études apportant toutes ces garanties.

En octobre 2020, l'exploitant a transmis un dossier modificatif présentant une nouvelle configuration du MGH avec une hauteur au faîtage de 37,2 m, confirmant néanmoins la demande de dérogation concernant la stabilité (inférieure à R15). L'ensemble des études ont été revues pour tenir compte de ces nouvelles

caractéristiques et une pré-étude du mode de ruine a été fournie, permettant de lever les réserves formulées sur la version 3 du dossier. L'étude de ruine complète a été fournie le 1^{er} décembre 2020.

In fine, les études réalisées sur le MGH par Efectis dans sa configuration finale concluent :

- étude des flux thermiques générés par l'incendie du MGH : les flux de 8 kW/m² ne sont atteints ni à hauteur d'homme, ni à la hauteur des toitures des bâtiments contigus qui sont isolés du MGH par des murs séparatifs REI120 de 14 m de haut (hauteur au faîtage des bâtiments contigus+1 m). Il n'y a donc pas d'effets dominos. Les flux de 3 et 5 kW/m² à hauteur d'homme restent dans les limites de propriétés. Les flux de 5 kW/m² jouxtent la voie engin à l'est sans empiéter sur celle-ci ;
- étude de désenfumage : le temps maximal d'évacuation, calculé pour du personnel de maintenance se trouvant en haut des racks, a été estimé à 6 minutes et 25 secondes. L'étude de désenfumage conclut que les conditions de tenabilité (critères de température des gaz et de visibilité) sont acceptables tout au long de la durée d'évacuation, à condition que le MGH soit équipé d'une alarme asservie à un système de détection incendie dédié, et que l'exploitant mette en œuvre les moyens permettant une évacuation rapide et précoce (en particulier, procédures pour l'intervention des personnels de maintenance avec intervention en binôme et report d'alarme de la détection sans temporisation aux moyens de communication dont le personnel de maintenance sera équipé) ;
- étude de la cinétique et cinématique de ruine : un début de ruine locale peut avoir lieu à partir de 5 minutes et 48 secondes, ce qui est supérieur au temps nécessaire au personnel de maintenance pour descendre du haut du stockage (5 minutes et 10 secondes), avec une marge de sécurité toutefois faible. La ruine en chaîne ou ruine globale du bâtiment intervient au plus tôt à partir de 10 minutes, durée supérieure au temps d'évacuation complet de 6 min et 25 sec ;
- étude des modes de ruine : la ruine de la structure s'effectue bien vers l'intérieur. Il n'y a pas de ruine en chaîne des cellules voisines, ni de remise en cause de l'intégrité des murs coupe-feu des cellules contiguës (au nord et à l'ouest), si et seulement si une distance minimale de 19 m est mise en place entre la structure du rack autoporteur et les murs coupe-feu. L'exploitant a indiqué qu'il respecterait cette distance.

Le bureau d'études indique que ces conclusions sont valables si et seulement si la structure est conforme à celle considérée dans les calculs. En outre, l'exploitant devra mettre en œuvre tous les moyens permettant d'assurer une évacuation rapide des personnels et intervenants : détection incendie, alarme sonore sans temporisation asservie à la détection, formation, exercices réguliers. S'agissant des services de secours, sachant que la ruine globale peut intervenir alors que les conditions au niveau du sol pourraient être encore tenables, leur intervention à l'intérieur du MGH est déconseillée en cas d'incendie significatif.

Au vu de la demande de dérogation sur la stabilité du MGH et des enjeux importants de sécurité, le préfet a demandé la réalisation d'une tierce expertise, afin de confirmer les conclusions du dossier portant sur la maîtrise des flux thermiques, l'absence d'effets dominos, la compatibilité de la cinétique d'incendie du MGH avec la mise en sécurité des personnes et l'intervention des services de secours, en application de l'article L. 181-13 du Code de l'environnement, et comme le prévoyait l'article 5 de l'AM du 11/04/2017 en cas de demande de dérogation.

Les résultats de la tierce expertise réalisée par l'INERIS ont été rendus le 6 janvier 2021. Le tiers expert a formulé des commentaires, qui ont fait l'objet de réponses par Efectis, jugées satisfaisantes par l'Ineris. L'Ineris signale en particulier que toutes les préconisations formulées par Efectis sont pertinentes afin d'assurer des conditions d'évacuation acceptables. Deux points sont toutefois à signaler au vu des conclusions de la tierce expertise :

- la surface d'amenée d'air prise en compte dans l'étude de ruine est inférieure à l'exigence de l'AM du 11 avril 2017. L'Ineris conclut que les calculs ont toutefois montré que cette surface d'amenée d'air était suffisante. L'exploitant n'a pas demandé de dérogation sur la surface d'amenée d'air et s'est engagé à la rendre conforme.
- l'Ineris signale que le critère de toxicité des gaz n'a pas été considéré. Efectis indique que les autres critères considérés pour la tenabilité (température des gaz et visibilité) sont plus critiques. L'Ineris relève que les marges de sécurité obtenues permettent de montrer que l'évacuation est en adéquation avec les conditions de tenabilité mais indique qu'une coupe de concentration en CO permettrait de valider ce point. L'exploitant n'a pas souhaité réaliser la vérification relative à la toxicité des gaz se rangeant à l'avis d'Efectis.

4.5. Caractérisation des différents phénomènes et accidents, tenant compte des mesures de prévention et de protection

L'exploitant a étudié pour chaque phénomène dangereux retenu, son intensité, sa probabilité, sa cinétique et sa gravité au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Il a hiérarchisé ces phénomènes à l'aide de la matrice gravité-probabilité (dite matrice MMR) définie dans la circulaire du 10 mai 2010. L'exploitant a par ailleurs analysé les effets dominos possibles.

Selon les dernières modifications apportées au dossier en octobre 2020, seul l'incendie des stockages emballages/ingrédients+emballages/préformes PET (zones de stockage non compartimentées) est susceptible de générer des effets hors site : les flux de 3 kW/m² (seuil des effets irréversibles) sortent du site sur une emprise d'environ 77 m², sur le terrain situé au sud du site (parcelle cadastrale B107), une parcelle agricole dont l'Abeille envisage l'acquisition à moyen terme. La gravité associée est modérée (nombre de personne exposée inférieur à 1, évalué selon la circulaire du 10 mai 2010). Les flux de 5 et 8 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété. Les flux de 5 kW/m² n'empiètent pas sur la voie engin au sud.

Il est à noter que dans le dossier modificatif d'octobre 2020, l'exploitant a signalé un léger déplacement (décalage et rotation) du local de stockage interne des palettes vides (local « buffer ») et un léger décalage vers le nord du stockage extérieur de palettes. Ces modifications ont permis de supprimer les effets hors site qui étaient constatés jusqu'alors en cas d'incendie du stockage extérieur de palettes (les flux de 3 kW/m² ne sortent plus du site). En revanche, les flux de 8 kW/m² (seuil des effets dominos) atteignent 3 locaux (local buffer palettes, local produits chimiques et local déchets). Contrairement aux 2 premiers locaux, le local déchets n'est pas pourvu de mur REI120 sur sa façade exposée aux flux de 8 kW/m². Cette disposition constructive devra être mise en œuvre.

L'étude sur les effets toxiques des fumées de combustion de l'incendie du magasin de grande hauteur conclut que ni le seuil des effets létaux, ni le seuil des effets irréversibles ne sont atteints au sol, du fait notamment d'une élévation importante du panache, liée à la hauteur d'émission et aux forces convectives du panache.

Au final, les accidents majeurs pouvant affecter des personnes à l'extérieur du site, en tenant compte des mesures de maîtrise des risques, sont ainsi positionnés dans la matrice gravité-probabilité :

Gravité des conséquences	Probabilité (tenant compte des mesures de maîtrise des risques)				
	E « événement possible mais extrêmement peu probable »	D « événement très improbable »	C « événement improbable »	B « événement probable »	A « événement courant »
Désastreux					
Catastrophique					
Important					
Sérieux					
Modéré			incendie des stockages emballages/matières premières+emballages/pré-formes PET		

Niveaux de probabilité et de gravité : définis par l'arrêté ministériel du 29/09/05

4.6. Principales barrières de sécurité et moyens d'intervention

Les principales barrières de sécurité identifiées par l'étude de dangers sont les suivantes :

- mesures constructives visant à limiter les flux thermiques en dehors des bâtiments et le risque de propagation d'un incendie entre cellules, notamment :
 - deux zones de production recoupées entre elles par un mur REI120 et séparées des locaux contigus (zones de stockage notamment) par des murs REI120, voir REI180 (mur séparatif avec le local de stockage ingrédients/emballages/préformes PET);
 - MGH séparé des zones expédition/« hôpital » par un mur REI 120 sur 14 m ;
 - cellule de stockage des arômes inflammables recoupée par des murs REI120 ;
 - locaux techniques regroupés au nord du site et à l'est et isolés entre eux et vis-à-vis des autres locaux (zone de production) par des murs REI 120 ;
- système de sécurité incendie alarme Type 1 catégorie A, détections automatiques d'incendie dans les armoires électriques, les locaux techniques, et l'ensemble des locaux de stockage ;
- stockage des produits chimiques en rétention dans des locaux dédiés, ou en cuves double peau pour les stockages vrac en extérieur.

Moyens d'intervention prévus

L'établissement disposera de moyens internes de lutte contre l'incendie conformes aux normes en vigueur. En particulier, un système d'extinction automatique sera mis en place sur toute le site, sauf dans la cellule de stockage en froid négatif (mais les combles seront sprinklés) et les locaux administratifs. Les réserves en eau nécessaires au fonctionnement de ce dispositif sont constituées de deux cuves de 800 m³ chacune. Dans le MGH, les têtes de sprinklage seront présentes sous toiture et toutes les deux hauteurs de palette.

S'agissant des moyens externes de lutte contre l'incendie, l'exploitant a tenu compte du plafonnement du débit d'eau incendie fixé dans le règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie de Maine-et-Loire (débit maximal correspondant au dispositif hydraulique que le SDIS est en capacité de mettre en œuvre), qui s'établit à 540 m³/h. Pour ne pas dépasser ce débit, le site a été recoupé, de sorte que le besoin en eau le plus important s'établit à 480 m³/h selon la règle D9 pour la zone de production nord d'une surface de 15 680 m².

L'exploitant prévoit 8 poteaux incendie privés, répartis autour des bâtiments, alimentés par une réserve d'eau de 1080 m³, et par le réseau public capable de délivrer 140 m³/h.

Les dimensions des ateliers de production rendent les murs REI120 centraux hors d'atteinte des lances incendie du SDIS. Suite aux préconisations du SDIS, l'exploitant prévoit un système d'irrigation des murs REI120, en extérieur au sommet des murs, alimenté par des canalisations de type colonne sèche situées à moins de 60 m d'un poteau incendie.

En cas de sinistre, les besoins en confinement des eaux d'extinction (hors incendie du MGH et de la cuverie) ont été définis à partir de la règle D9A aboutissant à un volume de rétention de 3 677 m³. Pour disposer de la capacité de rétention attendue, l'exploitant prévoit un dispositif de confinement sous voirie (technologie tubosider) de 3 730 m³.

En cas d'incendie dans la cuverie ou le MGH, en tenant compte des volumes de liquides stockés (20 % pris en compte), les volumes de confinement à prévoir sont :

- de 3 915 m³ pour la cuverie. La cuverie, construite en rétention, dispose en elle-même d'une capacité de rétention de 1 670 m³, le reste du volume pouvant être confiné dans le bassin de rétention sous voirie ;
- de 8 722 m³ pour le MGH auxquels il faut ajouter 940 m³ de volume d'eau liés aux intempéries ruisselant sur les surfaces imperméabilisées hors MGH. Le MGH, construit en rétention (2,5 m enterrés), dispose en lui-même d'une capacité de rétention de 11 393 m³.

4.7. Maîtrise de l'urbanisation

L'exploitant prévoit l'acquisition à moyen terme de la parcelle agricole B107 située au sud du site et touchée par des flux thermiques de 3 kW/m² sur une surface de 77 m², en cas d'incendie des stockages amont de matières premières et emballages.

A défaut de maîtrise foncière effective de cette parcelle avant la mise en services des installations, un document d'information sur les risques industriels (DIRI), en vue de porter à la connaissance de la commune les zones d'effets sortant à l'extérieur du site, devra être réalisé par l'inspection des installations classées.

5. Consultations réalisées pendant la phase d'examen

Conformément aux dispositions des articles R.181-18 à R.181-33, les consultations prévues pour la demande d'autorisation environnementale déposée ont été réalisées. Ces consultations, et leurs principales conclusions, sont listées dans le tableau ci-dessous.

Services	Réf. réglementaires	Synthèse de l'avis émis
ARS	R. 181-18	<p><u>Avis du 07/08/2018</u> (sur V1 du dossier)</p> <p>Avis favorable sous réserve de la prise en compte des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • prescriptions à respecter sur l'aménagement des forages (cimentation, ...), et sur la protection du réseau d'eau public et du réseau interne à l'entreprise ; • aucun rejet ne devra affecter le barrage du Ribou ou le Trézon ; • pour le transfert des eaux usées industrielles vers la station d'épuration urbaine, prévoir des pompes de secours, une télésurveillance, et la possibilité de stocker un éventuel trop plein du poste de refoulement, envisager l'ajout de nutriments en raison du risque de développement de boues filamenteuses ; • réaliser une évaluation de l'impact des activités vis-à-vis de l'air et du bruit, compte tenu du trafic routier généré (absence de modélisation du bruit). <p><u>Avis du 30/07/2019</u> (sur V2 du dossier)</p> <p>Avis favorable au vu des compléments apportés au dossier et de la prise en compte des prescriptions indiquées dans le premier avis. L'ARS précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la sécurisation des forages doit être complétée par une protection de la tête du puits ; • l'accès des camions à l'établissement devra se faire par la zone d'activité de l'Ecuyère ; • une étude d'impact acoustique a été réalisée. Des mesures de niveaux sonores au démarrage du site permettront de s'assurer de la pertinence de la modélisation et d'ajuster les mesures compensatoires le cas échéant. <p><u>Avis du 10/06/2020</u> (sur V3 du dossier)</p> <p>Dans la version 3 du dossier, le pétitionnaire a bien pris en compte les remarques de l'ARS, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le forage qui est conservé (forage F1) sera sécurisé ; • le circuit à emprunter par les camions a bien été pris en compte (cf. paragraphe 3.3 du présent rapport sur le trafic). <p>Avis favorable de l'ARS au vu des compléments apportés au dossier et de la prise en compte des prescriptions indiquées dans les premiers avis. L'ARS précisait que la demande spécifique à réaliser auprès de l'ARS pour l'usage de l'eau souterraine devait être déposée prochainement auprès du département Santé Publique et Environnementale (procédure à mener en parallèle de l'autorisation environnementale).</p>

Services	Réf. réglementaires	Synthèse de l'avis émis
DDT		<p><u>Avis du 18/09/2018</u> (sur V1 du dossier) Avis défavorable. Compléments attendus pour lever les remarques rédhibitoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> démontrer la compatibilité du projet (prélèvement dans les eaux souterraines) avec la disposition 7B3 du SDAGE, et proposer des mesures compensatoires à l'impact du prélèvement sur le forage existant situé à 650 m du projet ; proposer une mesure de réduction d'impact pertinente pour le Grand capricorne ; compléter l'évaluation d'incidences Natura 2000 en intégrant le site de la Vallée de l'Argenton ; préciser les itinéraires empruntés par les camions pour rejoindre les principaux axes existants A87, D160, et les interférences avec les trafics liés à l'entreprise Michelin située également sur la D158. <p><u>Avis du 26/07/2019</u> (sur V2 du dossier) Avis défavorable, du fait du non-respect du SDAGE pour le prélèvement en eaux souterraines. Contrairement aux conclusions du bureau d'études, la nappe captée est bien une nappe libre en connexion avec les cours d'eau (selon avis BRGM). Le prélèvement n'est donc pas compatible avec la disposition 7B3 du SDAGE. Pour l'être, le prélèvement pourrait être autorisé uniquement pendant la période hivernale, à savoir du 1^{er} novembre au 31 mars (500 m³/j pendant 151 jours, soit un volume de 75 500 m³). Même dans ce cas, les mesures compensatoires relatives aux impacts sur les puits ou forages voisins devront être prévues. Le dossier ne signale pas le cas du puits d'un voisin qui s'est retrouvé asséché suite aux essais de pompage. Sur les autres aspects, le dossier a été complété et a permis de lever les réserves. Concernant le déplacement des arbres abritant le Grand capricorne, les préconisations de l'écologue, les emplacements des sites d'accueil et les mesures de suivi devront être prescrits le cas échéant.</p> <p><u>Avis du 14/05/2020</u> (sur V3 du dossier) Avis favorable, le projet ayant été revu sur le volet prélèvement en eaux souterraines et étant désormais compatible avec la disposition 7B3 du SDAGE (cf. paragraphe 3.1 du présent rapport).</p>
SDIS		<p><u>Avis du 25/09/2018</u> (sur V1 du dossier) Avis favorable sous réserve du respect de prescriptions portant notamment sur l'accès du site, le débit d'eau disponible, les aires de mise en station des moyens aériens, le désenfumage.</p> <p><u>Avis du 15/07/2019</u> (sur V2 du dossier) Avis favorable, sur la nouvelle version du dossier, assorti de prescriptions, et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> assurer la défense extérieure contre l'incendie par les 8 poteaux de 100 mm de diamètre prévus sur les plans, raccordés sur une canalisation assurant un débit de 450 m³/h ; aménager une raquette de retournement au bout de la voie créée le long de la zone 05 donnant accès à la zone 09 ou relier cette voie à la voie engin périphérique ; s'assurer de l'auto-stabilité des murs REI séparatifs entre zone de façon que l'effondrement de la structure sinistrée n'entraîne pas l'effondrement de la structure voisine ; installer une irrigation, pris sur le réseau sprinkler, des murs REI non atteints par les jets de lances sur échelles ; (voir paragraphe 4.6 les propositions de l'exploitant dans la version 3 du dossier) ; installer 2 raccords d'alimentation de 100 mm sur la réserve incendie, sur le local pompe réseau incendie et sur la réserve sprinkler ; concernant la réserve incendie, aménager une aire d'aspiration de 96 m² entre la réserve et le local pompe, élargir la voie d'accès à 6 m ; réaliser en concertation avec le SDIS un plan d'établissement répertorié. <p><u>Avis du 09/06/2020</u> (sur V3 du dossier) Le projet ayant été modifié entre la version 2 et la version 3 (modification des zones de stockages amont et des zones de production), le SDIS a été reconsulté sur la V3 du dossier. Avis favorable, sur la nouvelle version du dossier, assorti de prescriptions, et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> assurer la défense extérieure contre l'incendie par les 8 poteaux de 540 m³/h, sous une pression dynamique de 1 bar. Les appareils devront être situés en bordure de la voie ou au plus à 5 m et réceptionnés par l'installateur dès leur mise en eau ; réaliser en concertation avec le SDIS un plan d'établissement répertorié.
UDAP		<p><u>Avis du 10/09/2018</u> (sur V1 du dossier) Avis défavorable : bien qu'en dehors de tout périmètre protégé au titre du code du patrimoine, le bâtiment de 44 m de hauteur sera visible depuis plusieurs sites protégés au titre des monuments historiques, d'autant que le site est situé à une altitude de 148 m, culminant au-dessus des différents sites patrimoniaux 3.6 proches. Le projet rompt avec le contexte environnant existant. + dossier jugé incomplet : absence d'insertion visuelle du projet dans l'environnement proche ou lointain demande de compléments et de notice mentionnant la nature et la teinte des matériaux.</p> <p><u>V2 du dossier</u> : Avis UDAP non parvenu sur la 2^e version du projet Le dossier dans sa version 2 a été complété pour répondre aux demandes formulées par l'UDAP dans son avis du 10/09/2018 (cf. paragraphe 3.6 du présent rapport) En outre, le dimensionnement du MGH a été revu avant l'enquête publique (diminution de presque 10 m de la hauteur) et a conduit l'exploitant à fournir des éléments actualisés et complémentaires d'insertion paysagère.</p>

Services	Réf. réglementaires	Synthèse de l'avis émis
Conseil Départemental de Maine-et-Loire		<p><u>Avis du 21/09/2018</u> (sur V1 du dossier)</p> <p>Avis favorable sous réserve de la prise en compte de l'observation suivante : l'augmentation du nombre de poids lourds empruntant la RD158 nécessite un renforcement spécifique de chaussée. Les aménagements de la RD ainsi que le nouvel accès à la zone de l'Appentière donneront lieu, le moment venu, à une convention d'autorisation de travaux et d'entretien qui sera donnée à l'Agglomération du Choletais. Ces aménagements ne seront pas réalisés par le département.</p> <p>Depuis cet avis, un giratoire a été aménagé sur la RD158 au niveau de l'entrée principale du site. Par ailleurs, dans un courrier fourni au commissaire enquêteur lors de l'enquête publique, l'AdC indique que des travaux de renforcement de voirie sur la RD158 ont été réalisés en décembre 2020 par le CD49.</p>
DRAC services archéologiques	R. 181-21	Avis non parvenu
SAGE Èvre-Thau-St Denis	R. 181-22	<p>Aucun avis transmis sur les versions 1 et 2 du dossier, en raison des échanges en cours sur le prélèvement des eaux souterraines</p> <p><u>Avis du 14/05/2020</u> (sur V3 du dossier)</p> <p>Le SAGE souligne le travail de concertation mené par les services de l'État sur ce dossier qui a permis d'éclaircir la situation quant à la caractérisation de la nappe souterraine concernée, conduisant à une révision du projet par le pétitionnaire. Le projet est désormais compatible avec la disposition 7B3 du SDAGE. Néanmoins, le SAGE signale la sensibilité de la tête de bassin concernée par le projet, en particulier sur l'aspect quantitatif, et s'interroge sur les conséquences du prélèvement hivernal prévu sur les capacités de recharge de la nappe et sur les fonctionnalités des milieux aquatiques en tête de bassins versants. Le SAGE indique être favorable à la mise en place par le pétitionnaire d'un protocole pour le suivi du fonctionnement de la nappe, à la fois en période d'étiage et en période de recharge, en poursuivant les campagnes de suivi initiées dans le cadre de l'élaboration du projet.</p> <p>Un suivi de la nappe a été proposé par le pétitionnaire dans son dossier (cf. § 3.1 du présent rapport).</p>
INAO	R. 181-23	<p><u>Avis du 03/08/2018</u> (sur V1 du dossier)</p> <p>Pas de remarque à formuler, dans la mesure où le projet n'a pas d'incidence directe sur les AOP et les IGP concernées sur la commune de Mazières-en-Mauges</p>
Autorité environnementale	R. 181-19	<p><u>Avis du 01/07/2020</u> (sur V3 du dossier)</p> <p>La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) souligne que le projet a évolué positivement pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux, et que l'étude d'impact présente une réflexion aboutie quant à la préservation de la biodiversité (espèces, habitats, haies, zones humides). Les observations formulées par la MRAE ont fait l'objet d'une réponse écrite par l'exploitant dans un mémoire en réponse transmis au préfet le 27/10/2020, conformément aux dispositions de l'article L. 122-1-V-3° alinéa du Code de l'environnement. Les principales observations de la MRAE et les réponses de l'exploitant sont présentées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>l'étude d'impact gagnerait à retranscrire davantage la démarche itérative ayant présidé à l'évolution du projet, avec une justification des choix plus développée :</i> <ul style="list-style-type: none"> → l'exploitant a apporté des précisions sur les différentes étapes de construction de son projet, et les évolutions intervenues sur les différentes thématiques (implantation sur le site, eau, paysage, biodiversité) ; • <i>le chapitre sur l'état initial repose essentiellement sur l'étude d'impact de 2016 relative à l'extension de la ZAC. Un chapitre explicitant la méthodologie aurait permis de justifier dans quelle mesure certains inventaires ont été complétés ou non :</i> <ul style="list-style-type: none"> → l'exploitant a rappelé la méthodologie utilisée pour l'étude d'impact de 2016, confirmé que les méthodes de caractérisation des zones humides utilisées lors de cette étude respecte la définition actuelle des zones humides, et souligné les investigations complémentaires réalisées par rapport à l'étude de 2016 pour compléter l'inventaire des habitats du Grand Capricorne ; • <i>« l'analyse de l'état initial n'aborde pas les composantes à part entière du projet que sont le site actuel de production et les aménagements routiers d'accès au nouveau site » :</i> <ul style="list-style-type: none"> → l'exploitant a apporté des précisions sur les aménagements routiers prévus (giratoire principal sur la RD158, second giratoire à l'intérieur du site) et a précisé que le site actuel ferait l'objet d'une procédure de cessation d'activité à compter de 2025, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ; • <i>l'intégration paysagère du projet mérite d'être développée de manière plus démonstrative dans le corps de l'étude d'impact (et pas seulement en annexe) :</i> <ul style="list-style-type: none"> → l'exploitant a indiqué que le projet avait été optimisé, afin de réduire la hauteur du MGH d'environ 10 m et de réduire l'impact paysager. Il a joint de nouvelles insertions paysagères des bâtiments avec la nouvelle configuration du MGH ;

[...]

Services	Réf. réglementaires	Synthèse de l'avis émis
Autorité environnementale	R. 181-19	<p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>l'enjeu relatif à la préservation de la ressource en eau est majeur. Même si le dossier montre que le projet a évolué favorablement, « la conclusion d'un impact faible des prélèvements doit être mieux justifiée. L'impact potentiel des prélèvements hivernaux sur les capacités de recharge de la nappe et sur les fonctionnalités des milieux aquatiques en tête de bassin versant mérite d'être étudié de façon plus approfondie et particulièrement suivie dans le temps. La MRAE recommande la mise en place par le pétitionnaire d'un protocole pour le suivi du fonctionnement de la nappe souterraine concernée, à la fois en période d'étiage, et en période de recharge, en poursuivant les campagnes de suivis piézométriques initiées dans le cadre de l'élaboration du présent dossier » :</i> <ul style="list-style-type: none"> → l'exploitant a rappelé que le projet avait été revu pour limiter le prélèvement en eaux souterraines à 75 500 m³/an hors période d'étiage, que les différents essais de pompage n'avaient pas mis en évidence une quelconque incidence des prélèvements sur les zones humides proches du site, et que l'incidence des prélèvements sera suivi au travers d'un réseau de 4 piézomètres sur le site, instrumentés à l'aide de sondes autonomes dont les résultats seront régulièrement analysées. Il a par ailleurs rappelé les mesures mises en œuvre pour la réduction de la consommation d'eau. • <i>« l'étude d'impact doit comporter une analyse relative à la vulnérabilité du projet au changement climatique ; le dossier devra être complété, ce sujet étant prégnant compte tenu des fortes consommations d'eau inhérentes au projet. » :</i> <ul style="list-style-type: none"> → l'exploitant a répondu sur ce point en précisant « les incidences négatives notables du projet sur l'environnement qui pourraient résulter de son éventuelle vulnérabilité à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs, dont certains peuvent être liés par exemple aux changements climatiques ». Cette réponse ne correspond pas à l'observation de la MRAE. Des réponses ont néanmoins été apportées sur ce sujet par le pétitionnaire dans le cadre de l'enquête publique s'agissant de l'utilisation des eaux souterraines.

6. Enquête publique et consultations des collectivités intéressées

6.1. Enquête publique

Conformément aux dispositions des articles R.181-36 et R.181-37 du code de l'environnement, une enquête publique a eu lieu sur le territoire de la commune de Mazières-en-Mauges, du 1^{er} décembre 2020 au 6 janvier 2021. Cette enquête publique était commune à la demande d'autorisation environnementale unique et à la demande de permis de construire au titre de l'urbanisme.

Selon le commissaire-enquêteur, l'information du public s'est déroulée de manière satisfaisante dans les formes prévues par la réglementation.

6.1.1. Synthèse des observations, réponses de l'exploitant et analyse du commissaire enquêteur

19 observations distinctes ont été enregistrées pendant l'enquête par 17 déposataires différents (riverains principalement, et La Sauvegarde de l'Anjou).

Les observations portent sur les thèmes suivants :

- enjeu eau (impact des prélèvements sur les ressources (nappe, AEP), niveau de consommation, imperméabilisation, rejets),
- nuisances environnementales (bruit, odeurs, pollutions lumineuses, intégration paysagère, impact MGH sur antennes TV),
- trafic routier et sécurité routière,
- impact du projet sur les abeilles d'un apiculteur voisin.

Enjeu eau

Impact du prélèvement dans les eaux souterraines

Plusieurs riverains possédant un puits ont fait part de leur questionnement sur l'impact du prélèvement de l'usine sur leur puits (risques d'assèchement ?). Le seul voisin ayant signalé, lors des essais de pompage, l'assèchement de son puits servant à l'abreuvement de chevaux (pour lequel l'exploitant a proposé une compensation) signale par ailleurs que ses terrains, sur lesquels est recensée une probable zone humide, auraient été asséchés lors des essais de pompage.

La Sauvegarde de l'Anjou rappelle par ailleurs la forte vulnérabilité du bassin de l'Èvre amont sur le volet quantitatif et qualitatif, déjà soulignée par la CLE. Elle demande que soit établi un protocole de suivi du fonctionnement de la nappe, tout au long de l'année, à l'aide des piézomètres utilisés précédemment.

L'exploitant précise dans son mémoire en réponse qu'il n'a pas été identifié d'incidence du pompage sur les systèmes de surface et sur les eaux souterraines superficielles qui sont principalement influencés par les précipitations. Il précise en outre que le forage d'une part et les puits des riverains ainsi que le bourg de Mazières-en-Mauges d'autre part, sont localisés au droit de deux formations géologiques différentes. Compte tenu de ces éléments, de l'éloignement des puits privés et du prélèvement prévu uniquement en période de hautes eaux, l'exploitant conclut que l'exploitation du forage sera sans incidence sur le fonctionnement des puits privés.

S'agissant du suivi des incidences du prélèvement, l'exploitant indique qu'un réseau de 4 piézomètres sera mis en place sur le site (les piézomètres implantés sur des terrains privés pour les besoins des différents essais de pompage n'ont pu être conservés, les propriétaires des terrains concernés ayant donné leur accord pour une implantation temporaire). Le suivi des niveaux d'eau dans les piézomètres s'effectuera par sonde autonome (1 mesure toutes les 2 heures), les résultats seront relevés régulièrement (1 fois/3 mois) et analysés (2 fois/an).

Impact du prélèvement sur la ressource AEP

La Sauvegarde de l'Anjou souligne que le prélèvement sur le réseau eau potable (alimenté par l'eau souterraine des alluvions de la Loire/Thau) sera conséquent, et demande comment a été analysé l'impact du raccordement sur le réseau d'alimentation, sur la ressource et sur les milieux humides, sachant que la Loire connaît de plus en plus fréquemment des niveaux très bas.

L'exploitant précise que l'eau de l'usine actuelle (environ 270 000 m³/an) est issue du réseau AEP de Cholet alimenté par l'usine du Ribou (fourniture d'un total de 4 050 000 m³/an), qui verra donc une diminution de prélèvement de 6,5 %. Pour la nouvelle usine, le volume prélevé sur le réseau AEP représentera 5% du volume produit en 2019 par le SIDAEP Mauges Gâtine (total de 10 570 000 m³/an, sachant que l'autorisation de prélèvement est de 24 090 000 m³/an).

Consommation d'eau

La Sauvegarde de l'Anjou relève que la consommation d'eau pour les opérations de nettoyage est très importante. Elle indique que les actions de réduction des consommations d'eau décrites par l'exploitant dans son dossier ne sont associées à aucun volume. Elle souligne le risque pesant sur l'alimentation en eau potable en période d'étiage. Elle demande que les actions de réduction des consommations d'eau soient chiffrées en termes de volumes économisés et que toutes les mesures possibles permettant une économie d'eau soient mises en place.

Dans son mémoire en réponse, l'exploitant a reprécisé les différentes mesures d'économie d'eau prévues (la ré-utilisation de l'eau sera recherchée autant que possible) et estimé au total le gain à 55 000 m³/an. Il s'engage dans son processus d'amélioration continue à étudier toutes les possibilités de réduction des consommations.

Urbanisation et eau

La Sauvegarde de l'Anjou relève que le projet conduira à une imperméabilisation de plus de 67 % du terrain, ce qui induit une perte d'infiltration naturelle (moindre réapprovisionnement des cours d'eau et nappes, disparition du pouvoir filtrant et épurateur des sols), et souligne que 5 hectares seront traités en espaces verts et ainsi soustraits aux terres agricoles. Elle demande la mise en place d'aménagements réducteurs d'imperméabilisation, et la réduction, dans la mesure du possible, des espaces verts, pour rendre ces surfaces à leur fonction première ou pour qu'elles soient utilisées par une autre entreprise.

L'Abeille précise que les mesures suivantes sont prévues pour réduire l'imperméabilisation : zones de stationnement VL conçues pour permettre une perméabilité des sols, dispositif enterré de confinement des eaux. S'agissant des espaces verts, l'exploitant précise que l'implantation des ICPE et le périmètre du site ont été définis pour réduire tous risques pour les tiers. Les espaces verts ne peuvent donc pas être réduits au profit de fonctions agricoles ou pour d'autres entreprises, mais les aménagements paysagers seront réalisés pour permettre le développement de la biodiversité.

Rejets des eaux usées

La Sauvegarde de l'Anjou demande si le bassin tampon de la station de pré-traitement, qui reçoit les eaux résiduaires industrielles, peut être déconnecté et isolé en cas d'incident (envoi d'une grande quantité de produits chimiques de nettoyage, qui ne pourrait pas être éliminée par la station de prétraitement).

L'exploitant confirme que le système de surpresseurs peut être stoppé, pour confiner les effluents dans le bassin tampon. Un système de raccordement et de pompage par hydrocureur est possible. L'arrêt usine serait envisagé en cas de nécessité.

Nuisances environnementales

Bruit (notamment lié au trafic)

Plusieurs riverains ont fait part de leurs inquiétudes quant au bruit susceptible d'être généré par les activités, compte tenu d'un fonctionnement en 3x8, et de l'augmentation prévue du trafic routier.

L'exploitant a précisé dans son mémoire en réponse que l'étude acoustique réalisée, tenant compte des mesures de réductions du bruit prévues (notamment traitement acoustique du local technique de la station d'épuration, écrans acoustiques pour le bruit des camions), conclut que les valeurs limites d'émergences seront respectées dans les ZER. Les autres équipements les plus bruyants sont situés dans des locaux fermés au nord de l'usine, préservant ainsi les plus proches habitations situées au sud.

Pour limiter les nuisances liées au trafic, l'exploitant s'engage à fournir à ses prestataires les itinéraires à emprunter, à savoir accès au site par la Zone d'activité de l'Écuyère et la RD128, sans traversée du bourg de Mazières-en-Mauges via la RD200, limitant ainsi les incidences sur la rue de Plauderie dans laquelle résident les riverains les plus proches. Un suivi sera réalisé auprès des transporteurs. Un plan de déplacement entreprise est par ailleurs prévu pour le trafic des véhicules légers.

Odeurs

Quelques riverains s'interrogent sur les odeurs que pourrait dégager l'usine.

L'exploitant précise que la fabrication de boisson n'est pas susceptible de générer des odeurs. La seule installation pouvant être à l'origine d'odeurs est la station de prétraitement des eaux industrielles et plus particulièrement le traitement des boues, qui sera réalisé dans un local technique équipé d'un système de désodorisation. Le stockage de boues en tank sera également équipé d'un traitement des odeurs.

Pollutions lumineuses

Un riverain ainsi que la Sauvegarde de l'Anjou ont soulevé la question de la pollution lumineuse nocturne, néfaste pour la santé humaine et la biodiversité nocturne.

L'exploitant s'engage à mettre en œuvre les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, la réduction et la limitation des nuisances lumineuses (plages horaires, niveaux d'éclairement maximum), et prévoit en particulier les dispositions suivantes : éclairage automatique à détection de présence en extérieur, éclairage intérieur limité aux espaces en cours d'utilisation.

Intégration paysagère

Des questions ont été posées sur l'intégration paysagère des bâtiments industriels (masquage des bâtiments) et le maintien de l'aménagement paysager le long du chemin bordant le site à l'ouest.

L'exploitant précise que le site bénéficiera d'un traitement paysager visant à réduire son impact visuel. Il rappelle dans son mémoire en réponse les aménagements prévus : conservation du chemin situé à l'ouest du site et de la haie bordant le chemin sur son côté ouest (chemin et haie situés hors limite de propriété), haie bordant le chemin sur son côté est replantée après la réalisation des travaux, conservation de la haie existante au sud qui sera prolongée jusqu'à la RD200, création d'un espace boisé au nord-ouest).

Impact du MGH sur réception TV

Deux riverains souhaitent savoir si la hauteur du magasin de grande hauteur est susceptible de nuire à la réception des antennes TV. Ce point n'ayant pas été étudié, l'exploitant propose d'examiner les incidences sur les plus proches habitations et de se rapprocher des riverains concernés afin de trouver une solution le cas échéant.

Trafic – sécurité routière

Plusieurs riverains s'inquiètent de l'augmentation du trafic sur la RD158 et la rue de la Plauderie. Des questions sont posées sur la sécurisation de ces axes (traversée par les piétons au niveau du chemin pédestre et sécurité des cyclistes aux abords du nouveau rond-point créé à l'entrée du site sur la RD158, dispositifs de ralentissement sur la rue de la Plauderie, desserte du site par les transports en commun).

L'exploitant précise dans son mémoire en réponse que ces différentes questions sont en cours d'étude ou seront étudiées par les services compétents au démarrage du site (Conseil départemental, AdC) afin de définir les solutions et aménagements les plus adaptés, ce que l'AdC a confirmé au commissaire enquêteur dans un courrier du 28 janvier 2021.

Impact sur l'activité d'apiculture proche

Un apiculteur, dont les colonies d'abeilles seraient situées à 300 m au sud de la nouvelle usine, a fait part de ses inquiétudes quant à l'installation du site. Il indique que les abeilles seront attirées par l'odeur de sirop, risquent d'envahir les locaux de l'usine, d'être emprisonnées dans les pièges à insectes de l'entreprise, ou de polluer le miel en ramenant du sirop dans les ruches. L'apiculteur indique que le projet de la société L'Abeille remet en question son projet de construire une miellerie (le PLU a été modifié en 2019, notamment pour permettre une extension de ses bâtiments situés en zone N) et plus globalement menace toute son activité.

Dans son mémoire en réponse, l'exploitant souligne que l'activité de l'apiculteur est localisée à 800 m du futur site et indique qu'il existe des exemples prouvant la possible cohabitation de ruches à proximité d'une activité équivalente à celle de L'Abeille (exemple de ruches à proximité d'une autre usine du groupe LSDH). Pour autant, l'exploitant détaille les mesures qu'il propose pour éviter tout risque pour les abeilles, à savoir : matériaux et aménagement permettant de rendre étanches les locaux et les installations de stockage du sucre, entrée avec sas dans les ateliers préparation, pas de stockage d'emballages souillés de produits sucrés dans les zones de déchets en extérieur, désinsectiseurs à l'intérieur des locaux, mise en place d'un protocole de suivi au démarrage de l'exploitation (il est envisagé de faire appel à un écologue, et de mettre en place des ruches sentinelles sur le futur site), plantation de plantes mellifères au sud pour créer une zone de barrage. L'exploitant s'engage par ailleurs à étudier et mettre en œuvre toutes mesures supplémentaires nécessaires, en lien avec l'apiculteur. Sollicité par l'exploitant, le syndicat national d'apiculture indique dans un courrier du 27 janvier 2021 qu'au vu des mesures prévues, le nouveau site ne représente pas un risque pour les pollinisateurs et les abeilles mellifères.

Dans le cadre de l'enquête, l'AdC a indiqué au commissaire enquêteur, par courrier du 28 janvier 2021, avoir été sollicitée par l'apiculteur, qui demande un accompagnement pour délocaliser son activité et son habitation. Afin de mieux cerner l'activité et évaluer la nécessité ou non de sa délocalisation, la collectivité indiquait qu'un échange entre les acteurs concernés (apiculteur, AdC, société L'Abeille, chambre d'agriculture) était prévu.

6.1.2. Conclusions et avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur considère que l'exploitant a répondu de façon exhaustive et détaillée à toutes les questions posées.

Concernant la problématique de l'activité voisine d'apiculture, le commissaire enquêteur souligne qu'aucune demande de permis de construire n'a été déposée à ce jour par l'apiculteur. Le commissaire indique que le sujet reste très spécifique et appelle des solutions issues de concertations entre les différents acteurs.

Au vu des différents éléments du dossier et des compléments et réponses apportés par l'exploitant, le commissaire enquêteur **émet un avis favorable au projet, sous réserve que « la société L'Abeille prenne toutes les dispositions techniques constructives pour ne pas nuire aux activités de l'entreprise d'apiculture voisine, située à Noisy, et qu'en cas de préjudices résiduels, elle en assure la juste compensation. Cette réserve est cependant conditionnée par la démonstration effective qu'un projet crédible de cette nature existe en matière de développement de l'apiculteur, ce que le commissaire enquêteur n'a pas pu vérifier par le refus d'une visite demandée. »**

6.2. Consultations du conseil municipal et des collectivités intéressées

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, une consultation du Conseil municipal des communes comprises dans le rayon d'affichage, a été réalisée. Les avis sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Communes	Date de l'avis	Avis
Mazières-en-Mauges (commune d'implantation du projet)	08/01/21	Avis favorable à l'unanimité
Cholet	11/01/21	Avis favorable à l'unanimité
Nuaillé	11/12/20	Avis favorable à l'unanimité
Toutlemonde	09/12/20	Avis favorable à l'unanimité
Maulévrier	Pas de délibération dans le délai réglementaire	

7. Propositions et conclusions de l'inspection des installations classées

7.1. Questions apparues au cours de la procédure

Depuis la première version du dossier déposé en août 2018, le projet a évolué à plusieurs reprises, d'une part, suite à l'examen des différents services, pour que les principaux enjeux identifiés soient mieux pris en compte (ressource en eau, biodiversité, risque lié au magasin de grande hauteur, ...), et d'autre part, à l'initiative de l'exploitant, pour ajuster l'usine aux besoins industriels ou prendre en compte des contraintes techniques non identifiées initialement par l'exploitant (modification des zones de stockage, des locaux techniques, de la stabilité du MGH...), ce qui a conduit l'exploitant à compléter, voire réviser, parfois à plusieurs reprises, les différentes études présentées dans le dossier.

Les observations formulées lors de l'enquête ont majoritairement porté sur les enjeux pour lesquels l'exploitant a été amené à compléter son dossier en phase d'examen (enjeu eau en général, bruit, trafic, intégration paysagère). Des questionnements relatifs à la sécurité routière (en lien avec l'augmentation du trafic) et à la pollution lumineuse sont également ressortis de l'enquête, ainsi que le sujet très spécifique de l'incidence du projet sur l'activité d'apiculture proche.

L'analyse des principaux enjeux est présentée au paragraphe 7.2 ci-après.

En outre, en cours de procédure, des évolutions réglementaires sont intervenues. Elles concernent :

- le classement des installations de stockage de matières combustibles : la nomenclature a été modifiée par décret du n°2020-1169 du 24 septembre 2020, et notamment les rubriques 1510, 1511, 1532, 2662, 2663, avec entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

Après l'enquête publique, l'exploitant a été invité à présenter le positionnement de ses installations sous les rubriques ainsi modifiées (transmission du classement actualisé le 09 mars 2021).

Compte tenu de la configuration du site, les installations de stockage de matières combustibles pourvues d'une toiture, précédemment classées sous les rubriques 1510 (régime autorisation) et les rubriques 1511, 1532, 2662 et 2663 (régime déclaration), sont désormais toutes regroupées sous la rubrique 1510 (régime enregistrement au vu des volumes). Les stockages extérieurs (non pourvus d'une toiture) restent classés sous les rubriques dédiées aux matériaux stockés, à savoir 1532 (régime déclaration) pour le stockage de palettes bois (les stockages extérieurs de déchets plastiques, d'un volume inférieur à 1000 m³ au total, ne sont pas classés).

L'arrêté ministériel (AM) du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 a été modifié par arrêté du 24 septembre 2020, avec entrée en vigueur des modifications le 1^{er} janvier 2021. Les installations du site sont considérées comme nouvelles au sens de l'AM du 11 avril 2017, mais dans la mesure où le dossier a été déposé avant le 1^{er} janvier 2021, les nouvelles dispositions introduites dans l'AM s'appliquent selon les délais prévus par l'AM.

- **Le classement actualisé est pris en compte dans le projet d'arrêté joint, ainsi que les dispositions applicables au regard de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.**
- la classification d'un produit chimique utilisé pour le nettoyage des installations du site : le produit chimique concernée a fait l'objet d'une nouvelle classification harmonisée publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) au cours de la procédure. Désormais classée sous la mention de danger H331, la substance est visée par la rubrique 4130 de la nomenclature des ICPE, avec un seuil d'autorisation à 10 t et un seuil Seveso bas à 50 t.
 Tenant compte de ces nouvelles dispositions, l'exploitant a choisi de réduire son stockage. L'installation est de ce fait classée à autorisation sous la rubrique 4130, mais l'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.
- **La quantité maximale de cette substance visée par la mention de danger H331 est fixée dans le projet d'arrêté joint.**

7.2. Analyse des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances

Enjeu eau

Prélèvement dans les eaux souterraines

Le projet a notablement évolué en phase d'examen (réduction du volume prélevé, limitation du prélèvement à la période hors étiage) afin de rendre le prélèvement compatible avec les dispositions 7B3 du SDAGE. Pour autant la vulnérabilité de la ressource sur le bassin versant de l'Èvre amont, d'un point de vue quantitatif notamment, nécessite qu'un suivi de l'incidence du pompage sur la nappe soit réalisé.

En se basant sur les résultats des essais de pompage, sur le fait que le prélèvement s'effectuera exclusivement hors période d'étiage, et considérant en outre, pour les puits privés, le contexte géologique et l'éloignement, l'exploitant exclut toute incidence du prélèvement projeté sur les systèmes de surface et sur les puits privés des riverains qui se sont manifestés pendant l'enquête (hors puits situé à environ 400 m à l'ouest -même contexte géologique- pour lequel l'exploitant s'est engagé dans le dossier à apporter une compensation compte tenu de l'impact constaté lors des essais de pompage). Il convient toutefois de rappeler que les essais de pompage n'ont pas permis de prouver l'absence formelle d'interaction entre la nappe captée et les niveaux d'eaux superficielles. En outre, les seuls contexte géologique et éloignement ne peuvent suffire à garantir l'absence d'incidence sur les puits riverains, d'autant que le puits d'un des riverains qui s'est exprimé lors de l'enquête ne se situe qu'à 500 m au sud du forage. Toutefois, ce puits n'est pas identifié dans la base de données du sous-sol (BSS). L'étude hydrogéologique fournie dans le dossier a recensé l'ensemble des ouvrages répertoriés dans la BSS. Le premier puits répertorié se situe à environ 500 m à l'est du forage F1, dans la zone d'activité (usage non déterminé). L'exploitant s'est engagé dans son étude d'impact à vérifier l'incidence du prélèvement sur le fonctionnement de ce puits, selon son usage. Les autres puits répertoriés se situent au-delà de 1,2 km. Il importera néanmoins que l'exploitant étudie toute incidence que son prélèvement pourrait générer sur les puits existants.

➤ **En conséquence, l'inspection des installations classées propose de prescrire dans le projet d'arrêté joint :**

- **la mise en œuvre d'un suivi des niveaux piézométriques dans un réseau de piézomètres à créer sur le site avec mesures régulières, en sus du suivi en continu du rabattement dans le forage F1 (article 4.6.1) ;**
- **la mise en œuvre des mesures compensatoires proposées par l'exploitant pour le puits situé à 400 m à l'ouest du site, et la mise en œuvre, le cas échéant, d'un suivi complémentaire pour étudier tout rabattement qui serait constaté dans des puits existants (article 4.6.2).**

Consommation d'eau

L'exploitant a proposé des mesures de réduction des consommations d'eau dans son dossier, qui ont été complétées et précisées (volumes économisés chiffrés) en réponse aux questions soulevées au cours de l'enquête. Les consommations d'eau annoncées dans le dossier, qui tiennent compte de ces mesures de réduction, restent néanmoins conséquentes. En dehors des volumes intégrés dans les produits (qui ne pourront être réduits), les volumes d'eau utilisés pour les nettoyages et les utilités représentent 434 000 m³/an, soit 64 % de la consommation totale prévisionnelle à terme. Il importe donc que toutes les mesures de réduction des consommations d'eau décrites par l'exploitant soient mises en œuvre et que soit poursuivie au cours de l'exploitation une recherche constante de solutions de réduction.

➤ **L'inspection des installations classées propose de prescrire la mise en œuvre des mesures de réduction des consommations d'eau prévues par l'exploitant, ainsi que l'obligation de réaliser un bilan annuel et de mettre en place une démarche d'amélioration continue (article 4.2.2). Des prescriptions sont également proposées en termes de surveillance des consommations par installation, pour identifier toute dérive (article 4.2.3). Des dispositions spécifiques en cas de sécheresse sont également prescrites (article 4.2.4).**

Nuisances environnementales

Bruit (notamment lié au trafic)

L'exploitant a proposé dans son dossier des mesures de réduction du bruit, confirmée dans son mémoire en réponse, avec l'engagement d'assurer un suivi des incidences du trafic.

L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE prévoit que l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chaque période de la journée, les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles, ces niveaux limites ne pouvant excéder 70 dB(A) de jour et 60 dB(A) de nuit.

L'étude acoustique a montré, qu'au vu du bruit résiduel relativement faible, les émergences réglementaires seront respectées si les niveaux de bruit en limite de propriété sud, sud-est et sud-ouest sont limités à des valeurs situées entre 50 et 53 dB(A) de jour et entre 47 et 52 dB(A) de nuit.

- **L'inspection des installations classées propose en conséquence de fixer les prescriptions suivantes :**
 - les valeurs limites de bruit en limite de propriété qui permettront le respect des émergences dans les ZER (articles 7.2.1 et 7.2.2) ;
 - les mesures à prendre pour garantir que le bon itinéraire sera emprunté par les transporteurs pour limiter les nuisances sur la rue de la Plauderie (article 7.1.2) ;
 - la réalisation d'une mesure de bruit dans les 6 mois suivant la mise en service, avec propositions d'actions correctives le cas échéant (article 7.2.4).

Odeurs

En réponse aux questions soulevées lors de l'enquête, l'exploitant a rappelé les mesures de prévention des odeurs prévues au niveau de l'installation de traitement des eaux usées industrielles.

- **L'inspection des installations classées propose de prescrire les mesures de prévention des odeurs, et la possibilité que l'inspection demande la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif des installations en cas de nuisances** (article 3.1.3).

Pollutions lumineuses

En réponse aux questions soulevées lors de l'enquête, l'exploitant a précisé les mesures prévues en termes de prévention et de réduction des émissions lumineuses.

- **L'inspection des installations classées propose de prescrire les mesures de prévention prévues par l'exploitant et l'obligation de respecter les dispositions de l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses** (chapitre 7.4 du projet d'arrêté joint).

Intégration paysagère

L'exploitant a détaillé les mesures prévues pour assurer une bonne intégration paysagère de l'usine. Rappelons que la hauteur du magasin de grande hauteur a été réduite de 10 m par rapport à la première version du projet. Les dispositions prévues concernant les haies (préservation de certaines haies et nouvelles plantations) permettent également de limiter l'impact sur la biodiversité (voir point biodiversité ci-après).

Trafic et sécurité routière

En compléments des mesures que l'exploitant s'engage à prendre (itinéraires des véhicules PL, plan de déplacement pour les VL), les services compétents prévoient d'étudier les aménagements qui s'avèreraient nécessaires pour sécuriser les différents axes routiers, et développer, en lien avec l'exploitant, de nouvelles mobilités si cela s'avère pertinent (ligne de bus, covoiturage).

- **La gestion des itinéraires PL est reprise à l'article 7.1.2 du projet d'arrêté joint.**

Biodiversité

L'exploitant a été amené à compléter son dossier en phase d'examen, afin de proposer des mesures adaptées à la préservation des populations et de l'habitat du Grand Capricorne. D'une manière générale, comme l'a souligné la MRAE, l'étude d'impact présente une réflexion aboutie quant à la préservation de la biodiversité (espèces, habitats, haies, zones humides).

- **L'inspection des installations classées propose en conséquence de fixer les prescriptions suivantes :**
 - **conservation d'un hectare de zone humide**, conformément à l'arrêté d'autorisation du 15 mars 2017, pris au titre de la loi sur l'eau lors de l'extension de la ZI de l'Appentière au bénéfice de la Communauté d'agglomération du Choletais, et convention à établir pour fixer les responsabilités entre exploitant et collectivités quant aux mesures d'entretien et de suivi de la zone humide (article 10.1.1) ;
 - **modalités de déplacement de 4 arbres abritant le Grand Capricorne et mesures de suivi** (article 10.1.2 et chapitre 10.2) ;
 - **conservation de certaines haies, plantation/replantation et mesures de suivi** (article 10.1.3 et chapitre 10.2).

Impact sur l'activité d'apiculture proche – réserve du commissaire enquêteur

Suite aux inquiétudes soulevées par un apiculteur voisin du futur site, l'exploitant s'est engagé à mettre en place des mesures sur l'aménagement des locaux et l'organisation interne des activités afin de limiter l'impact éventuel de l'usine sur les abeilles et l'entomofaune en général. Le suivi proposé par l'exploitant permettra de vérifier l'efficacité de ses dispositions et l'exploitant s'engage à étudier toutes mesures complémentaires qui s'avèreraient

nécessaires. La mise en œuvre effective de ces mesures permet de répondre à la réserve du commissaire enquêteur.

- **L'inspection des installations classées propose en conséquence de prescrire** dans le projet d'arrêté joint (articles 10.1.4 et 10.2.4) :
- **les mesures prévues par l'exploitant pour limiter l'impact éventuel du site sur les abeilles mellifères,**
 - **l'obligation d'étudier toutes mesures complémentaires le cas échéant,**
 - **la réalisation d'un protocole de suivi de la mortalité des abeilles à établir par un écologue, et la mise en œuvre de ce suivi.**

Risques liés aux stockages de matières combustibles / magasin de grande hauteur (MGH)

Les aménagements des locaux de stockage des matières combustibles ont évolué à plusieurs reprises en phase d'examen, jusqu'à la dernière modification ayant conduit à revoir à la baisse le dimensionnement du MGH. L'étude de dangers a été complétée pour justifier de la maîtrise des risques incendie. S'agissant du MGH, les études demandées ont été fournies au cours de la procédure et complétées suite à l'avis du tiers expert. In fine, les études concluent que les dispositions prévues permettent de respecter les exigences de sécurité, sous réserve que l'exploitant mette en œuvre tous les moyens permettant d'assurer une évacuation rapide du personnel et des intervenants (détection précoce, alarme sonore sans temporisation, formations, exercices, ...). Postérieurement à l'enquête publique, l'exploitant a souhaité apporter des éléments complémentaires concernant la détection incendie dans le MGH. L'exploitant a proposé de renforcer le dispositif de sprinklage présent dans le MGH afin qu'il assure en lui-même la détection incendie, et a fourni à cet effet l'étude de désenfumage modifiée et complétée, qui conclut que les temps calculés pour l'activation de la première tête de sprinkler sont inférieurs à 3 minutes, et donc compatibles avec l'hypothèse d'une détection d'incendie de 3 minutes prise en compte dans l'étude. Effectis conclut ainsi que la détection précoce qui doit être mise en place peut être assurée par le système de sprinklage, avec une alarme asservie à cette détection sans aucune temporisation.


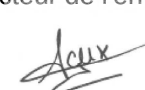

- **L'inspection des installations classées propose notamment les prescriptions suivantes dans le projet d'arrêté joint :**
- **les dispositions constructives visant à limiter les flux thermiques en dehors des bâtiments et le risque de propagation d'un incendie entre locaux** (chapitre 8.2)
 - **les mesures particulières à prendre pour les interventions dans le MGH** (articles 8.6.5 et 8.7.4 notamment)
 - **les dispositifs de détection incendie** (article 8.4.4) et **moyens de lutte contre l'incendie, notamment le sprinklage** (article 8.7.2).

7.3. Proposition de l'inspection des installations classées et conclusions

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société L'ABEILLE, sous réserve de l'application, dans les délais impartis, des prescriptions ci-jointes proposées.

Le présent rapport d'instruction accompagné des prescriptions techniques proposées sont transmis à Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire. Par ailleurs, en application de l'article R. 181-39 du Code de l'environnement, la note de présentation non technique, les résumés non techniques des études d'impact et de dangers et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ont été transmis aux membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) par courriel de la préfecture du 23 février 2021.

Compte tenu des aménagements demandés aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, le préfet doit solliciter l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, en application de l'article 4 de l'arrêté ministériel (installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510).

RÉDACTION L'inspecteur de l'environnement,  Carole RABUSSEAU	VÉRIFICATION L'inspecteur de l'environnement,  Aurélia Chanteperdrix
VALIDÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation La chef du service des risques naturels et technologiques,  Koulm DUBUS	

La réalisation d'un dossier de demande d'autorisation environnementale relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.